N° 52/ mars-mai 2025

Initiative actualité de protection

Protection contre la sexualisation des enfants et adolescents

ASSOCIATION INITIATIVE DE PROTECTION

Le manuel «trans» bâlois met en danger les enfants et les adolescents

Un scandaleux manuel «trans» bâlois endoctrine les enfants

Le lobby queer, toujours plus impudent, a obtenu une grande victoire à Bâle. Sur le dos des contribuables, le canton a publié un manuel pour l'encadrement des «élèves trans». Ce document de plus de 30 pages intitulé «Trans macht Schule» (trans à l'école) menace non seulement les enfants, mais déstabilise et inquiète aussi les parents.

Conséquences dramatiques pour les enfants fragilisés

En 2022, le canton de Bâle-Ville a mandaté un groupe de travail pour élaborer un manuel trans. Ce guide invite désormais les enseignants à être attentifs aux «comportements dépendant des variantes de sexe» dans les classes d'école. Si un enseignant observe un comportement s'écartant de la représentation typique d'un jeune homme ou d'une jeune fille, il doit immédiatement en faire un cas d'«identité trans». Selon ce manuel, une «diminution de performance» ou un «retrait social» sont déjà des indices d'une «identité trans» émergente.

Et lorsqu'on a une fois insisté sur l'aspect «trans» chez un enfant, cette jeune personne fragilisée est placée sur une voie sans retour. L'enfant peut alors se donner un nouveau prénom auquel tout le monde doit immédiatement se conformer partout – jusqu'à une modification des certificats personnels établis antérieurement. Après ce «coming out» et la «transition» sociale, d'autres mesures suivent rapidement, comme la remise de bloqueurs de puberté et d'hormones de l'autre sexe. Lors des cours de natation, les élèves utilisent alors les cabines et les douches de l'autre sexe.

Qu'importe s'il s'agit simplement d'un enfant qui passe par une phase difficile. Ce manuel n'en a cure. Et aucune approche pour la détransition n'est prévue. Même pour les cas où les parents de l'enfant veulent arrêter cette évolution à sens unique, ce guide contient des instructions spécifiques. Il invite les enseignants à vérifier si les parents gèrent «correctement» la nouvelle identité de leur enfant.

Suite à la page 4

Wald/ZH: l'éducation sexuelle dans une école prim

Dans la commune zurichoise de Wald, les activistes de l'organisation «Achtung Liebe» ont récemment donné un cours d'éducation sexuelle à des élèves de 11-12 ans de l'école primaire. Ils ont recommandé de regarder des films pornographiques et ont expliqué des pratiques liées à la prostitution. Les enfants étaient choqués et leurs parents révoltés. L'Association Initiative de protection s'y est opposée. La direction de l'école a décidé de se séparer de «Achtung Liebe».

Cette affaire a été rapportée par la Weltwoche (26.2.25) et 20min.ch (1.3.25) et diffusée sur Internet. Elle exigeait une réaction de l'Association Initiative de protection. Elle s'est déroulée dans une classe de 6e de l'école primaire de Binzholz dans la commune de Wald/ZH. Deux «spécialistes» externes de l'association de lobby queer «Achtung Liebe» – visiblement une lesbienne et une femme qui vit avec une «personne transgenre» – ont choqué les mineurs âgés de 11 et 12 ans en faisant usage d'illustrations aucunement adaptées à l'âge et d'un endoctrinement indéfendable en faveur de l'idéologie du genre et du transgendérisme. Les enfants ont été exposés à des pratiques de prostitution qui n'ont rien à faire dans une école primaire et qui minent le bon développement des enfants.

Plusieurs parents ont confirmé, face aux médias, les déclarations suivantes de ces deux «spécialistes»: on peut regarder du porno quand on en a envie. Les hommes aiment quand on leur suce le pénis. Il est normal pour des femmes de se lécher mutuellement. On peut avoir des relations sexuelles avec toute personne. L'amour est aussi possible avec des objets, etc.

On a montré aux élèves des godes et des préservatifs qu'on leur demandait d'enfiler sur des bananes. À la fin, ces élèves de 6e ont été invités à emmener des préservatifs.

«C'est évident pour tous: cela va trop loin!»
«Est-ce vraiment normal?», a demandé l'une des mères citées par la Weltwoche. Elles aussi ont eu des cours d'éducation sexuelle, «mais certainement pas de ce genre-là!» Sa fille dit être rentrée chez elle «choquée et traumatisée». Elle a 11 ans – et a été exposée contre son gré à la consommation de pornographie et poussée à des actes sexuels dont elle ne veut rien savoir. «Ma fille est en pleine phase préparatoire pour le gymnase – et maintenant elle devrait s'intéresser aux godes et aux préservatifs? C'est tout simplement trop. C'est évident pour tous que cela va trop loin.»

En fait, avec cet «atelier de travail», on ne dépasse pas seulement les limites de la décence et d'une éducation sexuelle raisonnable et adaptée à l'âge. Il faut aussi se poser la question de savoir ce que de telles personnes externes et n'ayant même pas de formation pédagogique ont à voir avec un domaine aussi sensible dans une classe d'école.

La classe d'école, un lieu secret?
«Nous sommes sans voix», a déclaré une autre mère à la Weltwoche. «Nous ne confions pas nos enfants à n'importe quelle organisation, mais à l'école de Wald/ZH, à savoir aux enseignants et à l'administration de l'école.» Le fait que des personnes non agréées «ont pu avoir le champ libre avec nos enfants en usant de telles vulgarités» est absolument inadmissible. Effectivement, «Achtung Liebe» insiste sur le fait que les enseignants quittent la classe. Ainsi, ces prétendus «spécialistes» peuvent exercer un contrôle total pour agir à leur gré. La classe d'école est-elle devenue un lieu secret pour la diffusion d'idéologies sexuelles déviantes!?

L'affaire de «Wald/ZH» est d'autant plus significative que les parents ont osé se défendre. Ils se sont plains auprès de la direction de l'école. Celle-ci, dans sa réponse initiale, a regretté que cet atelier de travail ait provoqué «des insécurités ou un malaise chez des élèves et des parents». Elle a ensuite confirmé que les «spécialistes» de «Achtung Liebe» – qui sont en réalité des étudiants sans aucune connaissance pédagogique – avaient fait des déclarations «qui ont déclenché de l'insécurité et de

naire choque des élèves de 6e – parents révoltés

l'irritation chez certains enfants et parents, suscitant des questionnements». Des parents avaient exprimé des «doutes quant à la neutralité des éducateurs» et remis en question le professionnalisme et l'objectivité des informations données. La direction de l'école s'est dite être «au dialogue» avec «Achtung Liebe», «afin de garantir que de futurs ateliers de travail respectent encore mieux les besoins de nos élèves». Le fait que la direction de l'école a repris automatiquement ou délibérément la formulation allemande «Schüler:innen» (écolier-sières), fidèle à l'idéologie transgenre d'organisations comme «Achtung Liebe», met le comble à l'ironie de cette affaire.

Pour les parents, cette réponse était insatisfaisante. Il n'est pas admissible que, par exemple, on recommande à des élèves de 11 ans d'une école primaire la consommation de pornographie, qui est légalement interdite aux moins de 18 ans. Ils ont donc réclamé, même publiquement, que l'école se sépare de «Achtung Liebe».

Réseau international

Autre élément préoccupant: le fait que «Achtung Liebe» n'agit pas seule, mais fait partie d'un réseau d'influence international qui s'appuie notamment sur l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Celle-ci a pour sa part déclaré que les nouveaux-nés sont des «êtres sexuels». «Achtung Liebe» se dit elle-même d'obédience «féministe» et affirme «s'engager activement pour l'égalité de tous les sexes» et «pour les droits et la santé des personnes LGBTQIA+*».

Hélas, «Wald/ZH» n'est pas une exception. «Achtung Liebe» se targue d'avoir à elle seule visité des centaines de classes d'école. Et cette organisation n'est de loin pas la seule à subrepticement infiltrer les classes d'écoles pour inculquer ses «concepts sexuels» néfastes en court-circuitant les enseignants et les parents.

À savoir: «Initiative de protection - Actualités» a déjà rapporté en détail, il y a un an dans son numéro 47, les agissements de «Achtung Liebe» en publiant une prise de position du prof. Dr. Jakob Pastötter, sexologue réputé, qui dénonce très clairement ces agissements.[1]

L'école de Wald/ZH cesse toute collaboration

Au début mars 2025, l'Association Initiative de protection a pu consulter un deuxième courrier de la direction de l'école de Wald/ZH aux parents, d'où il ressort clairement qu'«il n'est pas prévu de poursuivre la collaboration avec l'Association ‹Achtung Liebe›». C'est un succès pour ces parents de Wald/ZH et pour l'Association Initiative de protection, qui se sont mobilisés pour se défendre contre les quasi-violations de l'intégrité sexuelle dans le cycle primaire obligatoire.

Ce que «Achtung Liebe» a dit me dégoûte!
(Ecole primaire Binzholz, Wald ZH)

1 *initiative-de-protection.ch/wp-content/uploads/2024/03/Web_SIA_47_F.pdf*

Initiative de protection – engagée en faveur des enfants et des parents

L'Association Initiative de protection reçoit souvent des messages de parents révoltés qui se plaignent de la diffusion de matières inadaptées et d'influences idéologiques dans les cours d'éducation sexuelle.

L'affaire de «Wald/ZH» était suffisamment grave pour que l'Association réagisse par un courrier d'information aux parents de cette commune de plus de 10'000 âmes.

Il faut interdire au groupes d'influence l'accès aux classes d'école sans la surveillance des enseignants.

Suite de la page 1:

Si l'enseignant pense avoir décelé un «comportement fautif» des parents, et si ces derniers semblent n'être pas coopératifs, l'enseignant peut invoquer la «mise en danger d'enfant» et les dénoncer à l'APEA (autorité de protection de l'enfant et de l'adulte). Un cas de «comportement fautif» est déjà présent lorsque les parents désapprouvent le prétendu souhait de leur enfant d'être trans. Ce manuel amène donc les parents à conforter leur enfant fragilisé à continuer dans la voie sans retour du trangendérisme. Quiconque s'oppose à ce diktat risque de se faire retirer l'autorité parentale.

«Coming out» trans dès l'âge de quatre ans

Ce manuel passe sous silence les conséquences irréversibles des traitements trans: des vies détruites par la stérilité et les problèmes de santé mentale et physique qui ne méritent visiblement aucune mention de la part des auteurs de ce manuel. Il s'avère que le nombre de personnes regrettant leur changement de sexe est en constante augmentation. Beaucoup de personnes trans font la douloureuse prise de conscience que le scalpel ne peut guérir les maux de l'âme auxquels une opération trans était censée remédier.

Ce manuel affirme qu'il s'agit de veiller au «bien-être des enfants». Mais il reste muet sur la question de savoir comment régler les cas où une jeune fille refuse de se déshabiller dans une cabine ou prendre une douche avec des jeunes hommes.

De nombreux pédopsychiatres, comme le Dr. Alexander Korte, indiquent qu'il faut absolument mettre l'accent sur le «renforcement du sentiment d'appartenance au sexe biologique observé à la naissance». Car le plus souvent, le diagnostic de «dysphorie sexuelle» finit par ne plus être pertinent, alors que les conséquences d'une opération trans sont irréversibles. Le comble, c'est que ce manuel est favorable au «coming out» déjà chez les enfants d'âge préscolaire (donc dès quatre ans!).

Nous nous mobilisons – aidez-nous!

Le manuel trans bâlois décrit des scénarios très éloignés de la réalité scientifique et de la raison humaine, et il est un danger pour les enfants et les adolescents. Pour cette raison, l'Association Initiative de protection a commandé une expertise de ce manuel du point de vue scientifique.

D'autres organisations se sont également mobilisées pour dénoncer ce guide: «CitizenGO» a lancé une pétition demandant à Mustafa Atici, responsable du département de l'instruction publique, de retirer complètement ce manuel et d'en interdire toute utilisation dans les écoles bâloises.

Nous vous recommandons de signer la pétition de «CitizenGO».

Scannez le code QR et signez la pétition sans tarder!

citizengo.org/de-ch/fm/14362

Rapport de Berne

Andreas Gafner
Conseiller national / BE

Le vent tourne: bientôt la fin des changements de sexe chez les mineurs?

Par la motion 23.4408 du conseiller national Lorenzo Quadri *«Stop à l'idéologie du genre! Protéger (au moins) les mineurs contre les opérations de changement de sexe inconsidérées»*, le Conseil fédéral a été invité à «prendre des mesures», principalement afin de protéger les mineurs contre les opérations irréversibles de changement de sexe. Contexte: les changements de sexe sont en forte hausse en Suisse.

Dans sa prise de position, le Conseil fédéral dénie notamment le lien avec «l'idéologie du genre» et estime qu'il ne lui incombe pas de prendre «d'autres mesures» susceptibles d'influencer la «décision médicale».

Aux États-Unis, le nouveau gouvernement fédéral s'est déclaré en lutte contre l'idéologie du genre et ses conséquences. Donald Trump a en effet signé, le 28 janvier 2025, un décret présidentiel pour la «protection contre la mutilation par voie chimique et chirurgicale» des enfants. Il faut savoir qu'aux USA, entre 5000 et 6000 jeunes filles de moins de 18 ans ont subi l'ablation des seins dans le but d'obtenir une poitrine «masculine» lors du changement de sexe. De ce nombre, on compte même entre 50 et 180 jeunes filles de moins de 12 ans. C'est ce que montre une étude du Manhattan Institute réalisée entre 2017 et 2023.

Le décret présidentiel est très clair: «Les dommages manifestes infligés aux enfants par la mutilation chimique et chirurgicale sont déguisés en nécessité médicale, celle-ci étant poussée par les directives de la World Professional Association for Transgender Health (WPATH), qui agit sans aucune intégrité scientifique.»

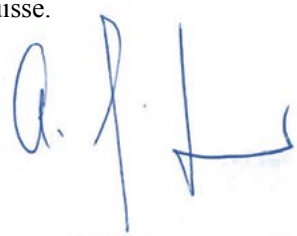
Le Conseil fédéral, qui mentionne la WPATH dans sa prise de position à la motion précitée, ajoute: «Le traitement est ainsi effectué la plupart du temps par une équipe interdisciplinaire qui examine la situation au cas par cas d'un point de vue médical, psychologique et médico-éthique. On peut se référer sur ce sujet à des directives et des recommandations internationales (p. ex. les directives de l'Association mondiale des professionnels en santé transgenre [WPATH].» Selon le Conseil fédéral, ces directives sont en règle générale élaborées par l'ensemble des sociétés médicales concernées et «reposent sur les connaissances scientifiques actuelles». Dans ce cas, comment le Conseil fédéral peut-il tenir la WPATH pour «scientifique», alors que c'est exactement le contraire qui se passe aux États-Unis?

Dangereux: livres illustrés transgenre dans les crèches

Je poserai donc certaines questions délicates au Conseil fédéral, par exemple pour savoir si l'on dispose déjà des chiffres actuels concernant les changements de sexe.

En particulier, je vais demander au Conseil fédéral, par analogie avec l'étude du Manhattan Institute des années 2017-2023, combien d'opérations d'ablation des seins ont eu lieu en Suisse sur des jeunes filles de moins de 18 ans dans le cadre d'un changement de sexe.

Enfin, je veux que le Conseil fédéral me dise pourquoi il s'appuie sur la World Professional Association for Transgender Health (WPATH) bien que cette organisation manque visiblement d'intégrité scientifique, et si la Confédération cofinance directement ou indirectement les activités de la WPATH, p. ex. par le biais de subventions à l'organisation controversée Santé Sexuelle Suisse, qui propage l'idéologie trans-genre en Suisse.



Andreas Gafner,
Conseiller national, Oberwil im Simmental (BE)

Le transhumanisme expliqué

Lors de la prochaine assemblée générale annuelle de l'Association Initiative de protection, le samedi 28 juin 2025 à Olten, le professeur et médecin Paul Cullen fera un exposé passionnant sur le «transhumanisme». Ce conférencier est spécialiste en médecine de laboratoire et en biologie moléculaire. Il dirige un laboratoire médical à Münster et enseigne à l'Université de cette ville.

Le transhumanisme est un mouvement visant à dépasser les limites physiques et psychiques de l'être humain par des améliorations technologiques. Les moyens techniques utilisés sont le génie génétique, la robotique, l'intelligence artificielle et la nanotechnologie. Le but est, par exemple, d'allonger massivement l'espérance de vie et d'augmenter le niveau d'intelligence. Ce terme, qui vient du latin, se compose de «trans» (au-delà de, à travers) et «humanisme» (caractère humain). À long terme, il s'agit de fusionner l'être humain et la machine, et de savoir sous quelle forme on peut atteindre un statut «surhumain» et «immortel».

Vision futuriste: matrices externes artificielles?

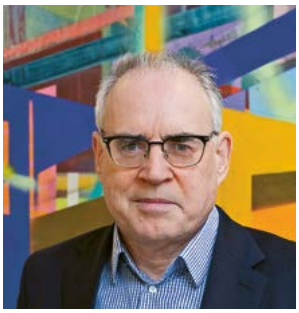
Le transhumanisme relève des pseudo-religions et non du domaine de la science. Autres exemples de telles «religions scientifiques»: l'écologisme (véganisme, hystérie climatique, protection extrémiste des animaux et mythe de la surpopulation) ainsi que la théorie du (trans)gendérisme.

Le transhumanisme et le transgendérisme ont des similarités. Leur but est de modifier l'identité de l'être humain.

Les transhumanistes visent à altérer la nature humaine au moyen de modifications technologiques (physiques, mentales et génétiques). En dépassant les limites naturelles biologiques et cognitives, ils veulent atteindre un niveau supérieur de capacités et de qualité de vie.

Les personnes qui s'identifient comme transgenres veulent modifier le sexe par des artifices sociaux, médicaux (bloqueurs de puberté, anti-hormones, interventions chirurgicales) et juridiques afin de «transiter» vers une identité autre, subjective et supposée meilleure.

Ne manquez pas cet exposé passionnant et informatif, et notez cette date.



Le professeur et médecin Paul Cullen, conférencier du jour

Veuillez noter cette date:
28 juin 2025, 11h00:
exposé suivi d'un apéritif

Appel aux dons:

Notre action nécessite votre soutien de toute urgence !

Association Initiative de protection
Case postale, 4142 Münchenstein
IBAN: CH67 0900 0000 7080 8080 1

Téléphone pour les parents et autres personnes concernées qui veulent des conseils: 061 702 01 00
initiative-de-protection.ch, info@initiative-de-protection.ch

Impressum:

Initiative de protection – actualité paraît chaque trimestre / **Abo**: CHF 10.–, pour les donateurs/trices de l'initiative inclus dans leurs dons / **Edition et rédaction**: Association Initiative de protection, case postale, 4142 Münchenstein, Tél. 061 702 01 00, info@initiative-de-protection.ch, initiative-de-protection.ch, **IBAN:** CH67 0900 0000 7080 8080 1 / © Association Initiative de protection / **Images**: p. 1, p. 2/3, p. 5: iStock; le reste: m.à.d. / **Maquette**: WJP Werbeagentur, 4053 Basel / **Impression**: Bruhin Spühler AG, Rüti.